

Résumé d'évaluation

EVALUATION A MI-PARCOURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PECOBAT (PROJET ECO-CONSTRUCTION BATIMENT)

Pays : **Mauritanie**

Secteur : **Formation professionnelle**

Évaluateurs (IRAM) : **Cécile Patat (cheffe de mission), Ahmada Kelly**

Date de l'évaluation : **Septembre 2020 - Mars 2021**

Données clés de l'appui AFD et de l'UE

Numéro de projet : CMR 12 01 (AFD) et T05-EUTF-SAH-MR-01-01 (UE).

Montant : 6,7M€.

Taux de décaissement : 95% (UE), 100% tranche 1 et 24% tranche 2 (AFD).

Signature de la convention de financement : 19/09/2016 (UE) et 6/12/2018 (AFD).

Date d'achèvement : 31/12/2022.

Durée : 6 ans

Objectif du projet

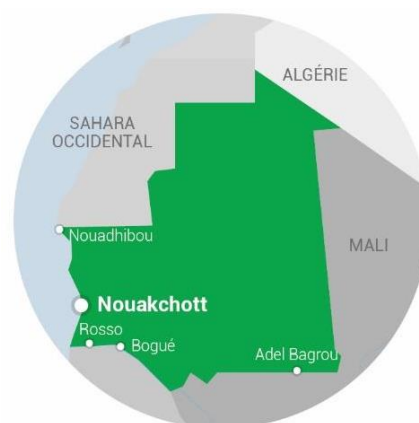
Le projet PECOBAT (Projet Ecoconstruction Bâtiment) mis en œuvre en Mauritanie entre 2016 et 2022 a pour finalité la dynamisation de l'économie et du développement local à partir de l'exploitation des ressources locales dans les régions de Brakna, Assaba, Gorgol et Guidimakha. Plus spécifiquement il s'agit d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers la formation professionnelle duale et la création d'emplois décents. Il s'articule autour de trois composantes :

- Composante 1 : Formation professionnelle et développement des compétences des jeunes.
- Composante 2 : Développement économique local via une approche territoriale de construction d'infrastructures publiques en matériaux locaux.
- Composante 3 : Création d'emplois décents par l'accompagnement vers l'emploi, l'entrepreneuriat et la structuration de très petites entreprises.

La zone d'intervention du projet est constituée par les Wilayas de Brakna (fonds UE), l'Assaba (fonds AFD), du Gorgol et du Guidimakha (fonds AFD et UE), ainsi que la ville de Nouakchott pour ce qui concerne en particulier les appuis institutionnels.

Intervenants et mode opératoire

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) assure la maîtrise d'ouvrage du projet qui est mis en œuvre via son secrétariat permanent, le Bureau International du Travail (BIT). Le projet est financé par l'Agence française de Développement et l'Union Européenne.



Objectifs de l'évaluation et méthodologie

Cette évaluation externe à mi-parcours du projet PECOBAT s'inscrit dans un processus d'apprentissage pour tous les acteurs, parties prenantes au projet. Elle vise à promouvoir un dialogue renforcé sur les résultats avec ses partenaires, de tirer les leçons des interventions passées et d'assurer une information objective sur la bonne utilisation des fonds publics qu'elle est chargée de mettre en œuvre. L'évaluation a porté sur les deux financements du projet (AFD et UE), tels que définis, respectivement dans la Convention de délégation de l'UE et dans la Convention de financement de l'AFD et elle ne fait pas de distinction entre ces deux financements.

L'approche méthodologique développée a combiné : i) une approche qualitative qui s'est appuyée en premier lieu sur les entretiens individuels et collectifs réalisés auprès des principales parties prenantes de la mise en œuvre du projet, ainsi que sur les visites sur site et observations directes dans les 4 wilayas et sur la réalisation d'une enquête qualitative auprès d'un échantillon non représentatif d'une cinquantaine de jeunes (hommes-femmes) bénéficiaires du projet; ii) une approche quantitative s'appuyant, en premier lieu, sur les données du suivi-évaluation du projet et sur la production de données « statistiques » simples tirées de l'enquête qualitative menée auprès d'une cinquantaine de jeunes bénéficiaires du projet.

Appréciation de la performance

Pertinence

Le projet est pertinent au regard des problématiques de sous-emploi massif et précaire des jeunes en Mauritanie et dans les régions ciblées en particulier et répond à un besoin important. Il est cohérent avec les orientations stratégiques données par l'Etat mauritanien dans le domaine de la formation technique et professionnelle et de l'emploi, ainsi qu'avec les principales stratégies d'intervention sectorielles et géographiques de l'AFD et de l'UE en Mauritanie. Il s'inscrit dans la continuité de différentes interventions du BIT en Mauritanie et dans la sous-région. La logique d'intervention du projet est cohérente mais elle paraît très ambitieuse pour un programme expérimental et dans un secteur peu développé encore en Mauritanie (éco-construction). L'introduction d'actions de développement économique local dans la seconde phase du projet est porteuse de risques si ces dernières ne sont pas suffisamment connectées au cœur d'activité initial du projet.

Efficacité

Le degré d'avancement des composantes du projet est variable. Le volet formation professionnelle qualifiante et diplômante dans les métiers du BTP et des énergies renouvelables est bien avancé : la modalité chantier-école développée a été modélisée et expérimentée auprès de 3 promotions. Le rythme de lancement des travaux d'infrastructures sous la modalité chantier-école a été tenu jusqu'à présent et a été précédé d'un important travail de préparation. Des retards ont été pris dans l'exécution de l'ensemble des infrastructures et le programme de travail pour la dernière année de mise en œuvre est très chargé. Le volet formation et renforcement des compétences au profit du personnel d'encadrement technique des PME mauritaniennes est bien avancé (notamment par le biais des Académies des entreprises qui ont rencontré un certain succès). Les volets concernant le renforcement de l'employabilité des jeunes et le transfert institutionnel du modèle ont pris du retard et constituent les chantiers prioritaires de la dernière période de mise en œuvre du projet. Enfin, le volet développement économique local n'avait pas encore démarré au moment de l'évaluation (déc. 2020), par ailleurs l'articulation de cette activité avec le cœur d'activité du projet PECOBAT reste à préciser.

Efficience

Le taux d'exécution financière du projet est bon pour ce qui concerne le financement de l'UE (95%). Pour le financement AFD, 24% des dépenses ont été réalisées sur la deuxième tranche et la troisième tranche n'a pas encore été versée. Des retards dans l'exécution des différents volets du projet sont à noter. Des adaptations réalisées dans le mode opératoire du projet ont permis de garantir l'efficacité des actions mises en œuvre et leur qualité. Néanmoins elles ont pu se traduire par une augmentation des délais et coûts de transaction, avec une multiplication des contrats à gérer par l'UGP du BIT. Par ailleurs, cela ne contribue pas à renforcer l'appropriation du modèle par les partenaires nationaux qui n'ont qu'une vision « morcelée » des modèles expérimentés. L'équipe en place au sein de l'UGP du BIT est compétente, bien imprégnée des problématiques liées à la formation et la construction en matériaux locaux. Son implication et son engagement sont déterminants pour faire avancer les activités. Des faiblesses ont en revanche été observées dans les mécanismes de programmation, de mise en œuvre et de suivi des activités.

Impact et durabilité

L'objectif fixé par le projet concernant l'amélioration de l'employabilité des jeunes est trop ambitieux et il est peu probable que la valeur cible (1320 emplois dont 30% de femmes) puisse être atteinte d'ici à la fin du projet. Compte-tenu de l'ampleur des besoins en termes d'emploi, il est difficile d'imaginer que le projet puisse apporter une réponse d'ampleur aux difficultés rencontrées sur le marché du travail local. Il pourra, sous certaines conditions, servir de base de systématisation d'un modèle dans les différents domaines de la formation, pour contribuer à résoudre plus globalement les problèmes d'employabilité. Au regard du flux annuel des sortants du dispositif de FTP (environ 2000/an), les effectifs formés par le projet ne sont pas négligeables. Cependant l'accès à la formation n'est pas automatiquement synonyme d'accès à l'emploi. C'est le pas de plus que le projet cherche à faire dans sa dernière phase de mise en œuvre. A ce stade, l'appropriation des actions expérimentées dans le projet est encore limitée au niveau des partenaires nationaux et reste tributaire de la mobilisation et implication effective des partenaires (publics et privés). Le volet transfert institutionnel constitue la priorité de la dernière phase de mise en œuvre du projet, une fois l'approche modélisée et expérimentée auprès de plusieurs promotions. Des pistes encourageantes sont néanmoins observées et doivent être poursuivies et encouragées.

Valeur ajoutée de l'appui AFD et de l'UE

La visibilité et, avec elle, la perception de la valeur ajoutée des financements de l'AFD et de l'UE par les bénéficiaires et principaux partenaires est limitée, bien que les engagements du BIT en matière de visibilité des sources de financement soient respectés.

Conclusions et enseignements

Le projet PECOBAT s'inscrit dans un contexte de sous-emploi massif et précaire des jeunes et offre une alternative de formation (à haute composante pratique) et d'accompagnement à l'insertion de jeunes, hommes et femmes, non qualifiés et déscolarisés, encore faiblement pris en compte dans les différents programmes publics de la formation et de l'emploi. Des résultats encourageants ont été enregistrés, à ce stade de la mise en œuvre, sur ce volet de formation professionnelle et méritent d'être consolidés, permettant ainsi de perfectionner le modèle développé en vue de son transfert dans le dispositif de FTP mauritanien. Le volet concernant le renforcement de l'employabilité des jeunes a pris du retard. Il constitue un chantier prioritaire de la dernière période de mise en œuvre du projet et devrait se concentrer en priorité sur l'accompagnement des jeunes sortants des formations PECOBAT.

En ciblant les secteurs de l'écoconstruction et des énergies renouvelables, le projet plaide de façon pertinent en faveur du développement de secteurs encore peu développés en Mauritanie. A ce stade de la mise en œuvre, l'appropriation des actions expérimentées est encore limitée au niveau des partenaires nationaux et constitue également un chantier prioritaire de la dernière phase de mise en œuvre, dans un contexte peu favorable aux secteurs soutenus. Des pistes encourageantes sont néanmoins observées et doivent être poursuivies et encouragées.

L'introduction d'actions de développement économique local dans la seconde phase du projet est peu cohérente et porteuse de risques de dispersion si elles ne sont pas suffisamment connectées au cœur d'activité initial du projet. Pour la dernière période de mise en œuvre, le projet gagnerait à se recentrer sur son cœur d'activité.

Les objectifs d'action, de résultats et de décaissement rapides qui sont ceux des canaux de financement du PECOBAT sont peu compatibles avec le temps long que nécessite l'expérimentation et le transfert d'une nouvelle modalité de formation professionnelle, la structuration de nouvelles filières peu soutenues dans le pays et les enjeux de développement local.

La mise en commun des fonds AFD et UE offre une très bonne opportunité à saisir en termes de visibilité et d'impact potentiel des actions financées ainsi que de dialogue sectoriel conjoint avec les autorités mauritaniennes.